

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 1^{ER} OCTOBRE 2020

Délibération n° 2020-160- DC

Date d'affichage :

Le 8 octobre 2020

Effectif statutaire : 81
Membres en exercice : 81
Quorum : 41
Présents : 70
Excusé(s) : 7
Dont représenté(s) : 7
Absent(s) : 4

Nombre de votants : 77

Secrétaires de séance :

Colette GAGNEUX de Doué-en-
Anjou et Eric MOUSSERION
d'Antoigné

Le premier octobre deux mille vingt à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Espace culturel le Cube - Longué-Jumelles, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre septembre deux mille vingt.

Présents : (70)

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAT, Pierre-Yves DELAMARE, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Didier HUCHEDÉ, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Sylvain LEFEBVRE, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Nathalie MORON, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Patricia VILLARME.

Dont suppléé(s) remplacé(s) :

Guillaume MARTIN par Guy LANDAIS, Eric LEFIEVRE par Didier CHEVROLIER, Fabrice BARDY par Marie-Odile LE MERCIER

Excusés : (7)

Jean-Philippe RETIF, Bertrand CHANDOUINEAU, Marie-Luce DURAND, Gaëlle FAURE, Nathalie LIEBAULT, Noël NERON, Sylvie TAUGOURDEAU

Dont excusés ayant donné pouvoir : (7)

Jean-Philippe RETIF à Christian RUAULT, Bertrand CHANDOUINEAU à Patricia VILLARME, Marie-Luce DURAND à Jérôme HARRAULT, Gaëlle FAURE à Jackie GOULET, Nathalie LIEBAULT à Thomas GUILMET, Noël NERON à Béatrice GUILLON, Sylvie TAUGOURDEAU à Grégory PIERRE.

Absents : (4)

Yann PILVEN Le SEVELLEC, Emmanuel BRAULT, Christophe CARDET, Bernard HENRY

CONTRAT FINANCIER 2020 AVEC L'ARS

Le contrat local de santé a été créé par la loi du 21 juillet 2009 portant réforme sur l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST). Il a pour objectif d'assurer la coordination des financeurs, des acteurs et des actions dans le champ de la santé, entendue au sens large (et non sous un angle strictement médical).

Par délibération 2019-178-DC en date du 12 décembre 2019, le conseil communautaire a approuvé le contrat local de santé 2020-2024.

Ce contrat comporte trois axes stratégiques : renforcer la promotion et la prévention en santé, assurer une meilleure coordination vis-à-vis de certains publics (handicap physique et psychique, personnes âgées...) et faire de la santé un levier d'attractivité et de cohésion sociale et territoriale.

Ainsi qu'il ressort du dernier comité de pilotage du contrat local de santé, trois priorités ont été définies pour les années 2020 et 2021 :

-réaliser un travail approfondi sur la problématique des addictions qui, outre des considérations d'ordre public, révèle la précarité socio-économique de notre territoire ;

-assurer une meilleure coordination des acteurs concernés de près ou de loin par la situation des personnes en souffrance psychique ;

-faire émerger les grandes orientations politiques sur le sujet commun de la santé et de l'aménagement du territoire.

L'Agence Régionale de Santé (ARS) propose de soutenir financièrement la Communauté d'Agglomération au titre de l'année 2020 pour, d'une part, le temps consacré à la coordination du dispositif contractuel (10 000 €) et, d'autre part, la réalisation de l'action sport-santé portée par l'EPCI (10 000 €).

Vu l'article 152163 du code général des collectivités territoriales portant sur les compétences des Communautés d'Agglomération

Vu l'arrêté préfectoral n°DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération Saumur Loire Développement, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Lourdesse-Rochemenier ;

Vu la délibération n°2017/016 DC en date du 2 février 2017 précisant le champ de compétence d'intervention de la Communauté d'Agglomération, au titre de ses compétences optionnelles, dans le domaine de l'action sociale d'intérêt communautaire, en l'occurrence s'agissant de la coordination du contrat local de santé;

Vu la délibération n°2019-178-DC en date du 12 décembre 2019 par laquelle le conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération a approuvé le contrat local de santé 2020-2024 ;

Vu la délibération n°2020/124 DC du 30 juillet 2020 relative aux attributions légales du conseil parmi lesquelles l'approbation de contrats conclus dans le cadre de politiques européennes, nationales, régionales et départementales, en vue de l'obtention de subventions ;

Considérant la nécessité de signer un contrat susceptible de mobiliser des financements pour mener des actions en faveur des habitants du territoire ;

Considérant la nécessité de renforcer la légitimité de l'Agglomération sur le volet de la santé publique par un pilotage efficace et des relations partenariales plus fortes ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** le contrat financier 2020 entre l'Agence Régionale de Santé (ARS) et la Communauté d'Agglomération
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer les éventuelles pièces afférentes

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 77 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 4ème trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur



Jackie GOULET

Matière de l'acte	7 Finances locales
7-10 Divers – 7.10.6 Autres	

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »